

SCENARIO



CROISSANCE À TOUT PRIX DANS UNE MÉDITERRANÉE ÉCLATÉE

1. Résumé

2050 - Les signaux climatiques et environnementaux n'ont pas été écoutés. Depuis plusieurs décennies, tous les États confrontés au spectre du chômage, de la récession, de l'explosion sociale et du surendettement se livrent à une course effrénée pour la conquête de nouveaux marchés. À l'exception des grandes structures financières, les instances internationales sont devenues inopérantes, lorsqu'elles ne sont pas totalement discréditées.

Dans ce monde multipolaire et désuni, où les tensions nationalistes sont exacerbées, la croissance économique reste le seul leitmotiv. C'est notamment le cas dans les pays du Sud, encore dans une phase d'accélération du développement, de la croissance démographique et de rattrapage des économies du Nord. Partout, la priorité est donnée à l'emploi, à la satisfaction des besoins de consommation et à la puissance économique, aux dépens de l'environnement.

Le marché, principal enjeu à la fois de partenariat et de concurrence entre les États, fragmente la Méditerranée, soumise à des forces centrifuges. Chaque pays cherche avant tout à garantir ses propres intérêts en nouant des coopérations à géométrie variable, au gré des opportunités. Dans cette course pour préserver les équilibres sociétaux sous la menace de risques de délitements économiques et sociaux, la protection de l'environnement n'est toujours pas ou n'est plus une priorité, sauf utilité économique directe. L'environnement, les problèmes globaux et par conséquent la protection de la mer et du littoral, sont relégués au second plan dans les préoccupations nationales.

2. Dynamiques et acteurs

CONDITIONS D'AMORÇAGE DU SCÉNARIO

Acte 1 - La fin des solidarités : le manque de coopération et de coordination internationales a abouti à une décrédibilisation des institutions de gouvernance internationale dans le domaine de la sécurité collective, de la lutte contre la pauvreté, et de l'environnement. En effet, l'échec des négociations sur le climat et les promesses non tenues de financer l'adaptation aux effets du changement climatique des pays les plus pauvres a renforcé la politique du chacun pour soi au détriment de l'environnement. Actant ce manque de solidarité de la part des pays riches, principaux pollueurs et détenteurs de leurs dettes, de nombreux pays africains et asiatiques décident de rattraper leur retard par tous les moyens qui leur sont offerts... la dérive des continents est alors consommée.

Acte 2 - La revanche des parias : le continent africain enregistre une forte progression démographique (doublement de sa population en 2050) qui entraîne la croissance mondiale, offrant des opportunités à la Méditerranée, notamment par des investissements massifs des pays formant la coalition des BRICS+ qui s'est consolidée depuis les années 2020. Cette montée en puissance des BRICS+ s'est faite au détriment de l'Union européenne qui, confrontée à ses propres problèmes d'intégration régionale et à une montée des nationalismes, se désengage de la Méditerranée, réduisant ses objectifs de coopération méditerranéenne à minima.

Cet appel d'air est aussi favorisé par le retrait des États-Unis qui renouent avec une politique de protectionnisme, laissant libre cours à d'autres puissances émergentes en Méditerranée (les BRICS+ intéressés à s'imposer économiquement en Méditerranée). De manière générale, on assiste à un recul du modèle porté par les grandes démocraties. Les politiques de croissance fortes au Sud et à l'Est de la Méditerranée permettent d'améliorer les conditions d'emploi et de développement, et au Nord de retrouver sa souveraineté économique, et de réduire son endettement. De plus, grâce à des investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans les pays du Sud et de l'Est, la fécondité commence à baisser, ce qui renforce les conditions de développement de ces pays.

Acte 3 - Alliances intéressées : faute de leadership avec une vision et une volonté politiques communes des États convergeant vers une solidarité et une coopération entre les pays méditerranéens, il n'y a pas eu de ferment pour une construction régionale cohérente avec des financements pérennes qui auraient pu initier cette dynamique. Face aux problématiques sociales internes, les politiques économiques sont dévolues à la croissance à tout prix pour assurer un minimum de paix sociale.

Le développement permet certes aux pays du Sud de rattraper en fin de période leur retard dans les services publics ou privés d'alimentation en eau, d'épuration ou

de traitement de déchets, mais ils arrivent trop tard et sont insuffisants pour inverser les effets de ce choix.

Cette tendance se fait au détriment de la bonne santé des écosystèmes avec une surexploitation des ressources et une prédation sur l'environnement. On assiste alors à des ruptures massives et irréversibles dans les fonctions et la productivité des écosystèmes et à une multiplication des catastrophes environnementales, qui font de la Méditerranée une région fragile et particulièrement vulnérable aux crises et aux événements extrêmes.

ACTEURS ET JEUX D'ACTEURS ASSOCIÉS

Dans ce scénario, le jeu des acteurs est marqué par une forte volonté des États méditerranéens qui mettent tout en œuvre pour créer de la richesse par tous les moyens. Au Sud et à l'Est de la Méditerranée, ils facilitent les politiques d'exploitation rentière et de grands projets d'infrastructures avec des partenariats d'État à État en fonction des intérêts nationaux, en offrant des conditions fiscales avantageuses notamment aux grandes entreprises. Les États de la rive nord de la Méditerranée nouent également des partenariats avantageux basés sur le développement de leurs secteurs économiques clés et leurs efforts de réindustrialisation ou d'adaptation à la mondialisation. **Au Sud, la croissance à tout prix est portée par les BRICS+ qui jouent un rôle moteur avec des jeux d'alliances au niveau méditerranéen et en favorisant une intégration très forte avec l'Afrique.**

Les grandes firmes multinationales (industries pétrochimiques et énergétiques, pharmaceutiques, numériques, technologiques...) ont également un rôle prépondérant en conditionnant leurs investissements à des politiques publiques qui leurs sont très favorables, notamment en termes de réglementations environnementales et sociales. Au niveau supranational, le rôle des instances internationales est battu en brèche par la montée des nationalismes et du bilatéralisme, ce qui se traduit par un problème majeur de gouvernance avec un manque d'effectivité des résolutions et autres décisions à l'échelle internationale.

L'Union européenne subit également cette tendance. Sa cohésion interne se fissure et se trouve en perte de vitesse sur la scène internationale avec peu d'ambitions politiques au niveau méditerranéen. Les autres acteurs comme les sociétés civiles et les ONG agissent en ordre dispersé et sans réelle cohésion. Leurs actions sont réduites face à des pouvoirs autoritaires et/ou nationalistes. Les révoltes sociales et mouvements sociaux sont violemment réprimées. Malgré une amélioration des conditions de vie, il existe toujours de fortes inégalités entre les pays et dans les pays. Sur certains territoires, les collectivités locales ont un rôle de colmatage social lorsque les politiques publiques des États ne sont pas suffisamment proactives et redistributrices.

DIFFÉRENTES PHASES

Une première phase avec un glissement du statu quo (scénario tendanciel) jusqu'au début des années 2030 où les dynamiques s'accroissent. Soumis à de fortes pressions

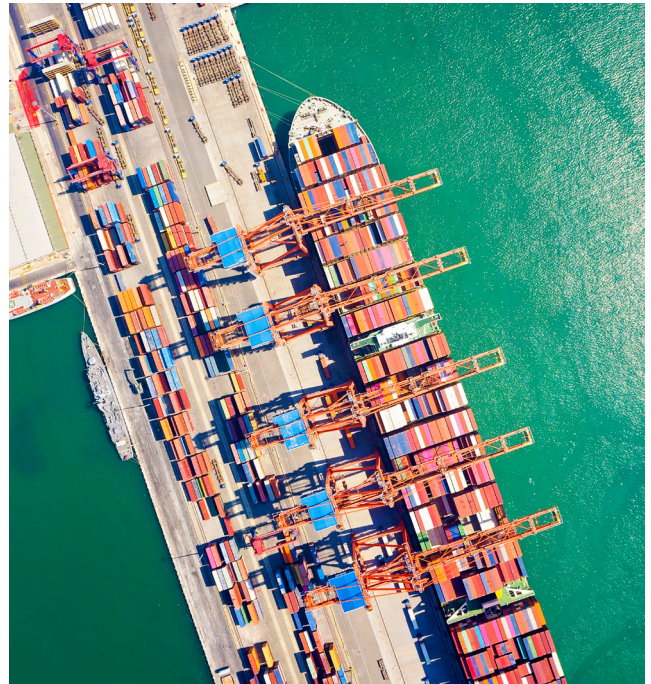
de leurs populations ou des lobbies économiques, les États n'arrivent pas à s'accorder sur les mesures à prendre pour contrer la montée du réchauffement climatique et les financements nécessaires pour permettre aux pays des Suds, dont certains croulent sous leurs dettes, d'adapter leurs économies vers une transition écologique. La compétition pour l'accès aux ressources s'accélère. Les migrations climatiques explosent sur tous les continents. Les politiques de migrations se durcissent et en Europe, sous la poussée d'une montée des populismes, des gouvernements très conservateurs et xénophobes arrivent au pouvoir dans la moitié des pays de l'UE. Ces gouvernements sont divisés sur les politiques à suivre et des tensions internes et entre pays européens grippent les rouages de la politique communautaire. La politique de voisinage vers la Méditerranée en subit les conséquences et se réduit à peau de chagrin.

Dans le même temps, de l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis subissent les mêmes contraintes climatiques avec un afflux massif de migrations illégales et optent pour des politiques de quotas très strictes. Malgré une capacité d'action et un soft power très importants, les États-Unis renouent avec des politiques de protectionnisme et focalisent leurs actions sur le Pacifique (zone indopacifique) face à une Chine omnipotente et d'autres pays asiatiques (Japon, Corée du Sud, Inde, etc.) très concurrentiels sur le plan économique.

De plus, les États-Unis, ayant amorcé leur transition écologique, ne focalisent plus autant leur politique extérieure sur la sécurisation de leurs sources d'approvisionnement en or noir et en gaz en Méditerranée et dans le Golfe persique. Grâce aux technologies qu'ils ont pu acquérir, ils misent aussi sur l'exploitation des fonds marins et les extractions offshore pour atteindre une indépendance énergétique. Ils se désintéressent de la Méditerranée et abandonnent progressivement leurs « protégés » des États du Golfe. Ce nouvel ordre mondial attise les rivalités intrinsèques à la Méditerranée.

Au niveau méditerranéen, les dynamiques internes à l'œuvre sont sous-tendues par la volonté politique des États de s'insérer dans la mondialisation, et d'essayer de lever les blocages pour sortir des difficultés économiques et éviter d'être marginalisés dans l'économie mondiale. Face aux problématiques structurelles en Méditerranée avec des économies de faible compétitivité, les pays cherchent par tous les moyens la croissance pour répondre à la priorité du moment qui est l'urgence sociale et l'emploi. Cette recherche de la croissance se fait par la mise en place de stratégies nationales différenciées entre le Nord et le Sud. Il n'en reste pas moins que cette recherche de la croissance a pour point commun sur l'ensemble de la Méditerranée de se faire aux dépens de l'environnement dans un premier temps, même s'il est escompté que la croissance forte va permettre à terme de trouver des marges de manœuvre pour financer les dépenses d'environnement futures.

Dans une deuxième phase, les États-Unis ne sont plus la seule puissance mondiale tant économique que politique. Le dollar est concurrencé sur le plan monétaire par d'autres



© bfk92

systèmes monétaires, notamment les crypto-monnaies et « Bretton Woods III », ancré sur l'or et les matières premières lancé par la Russie, la Chine et les pays de l'Union économique eurasiatique pour stabiliser leur monnaie.

Tous les pays émergents et les pays exportateurs de matières premières ont fait le choix de ce nouveau système monétaire sino-russe, ce qui a entraîné une dépréciation du pouvoir d'achat des monnaies fiduciaires et une forte inflation dans la zone dollar et la zone euro.

Les BRICS+ sont maintenant un acteur majeur politique et économique avec l'adhésion de nombreux États africains, latino-américains et asiatiques, notamment du Moyen-Orient. Les pays européens divisés échouent dans leur tentative de constituer un pôle économique et monétaire autonome et de retrouver leur souveraineté économique notamment par la réindustrialisation.

En ordre dispersé, les États méditerranéens, notamment des rives sud et est, raccrochent leurs wagons à ce train formé par une coalition d'États peu regardants sur les régimes politiques en place et qui les mènent vers la croissance. Des économies d'archipels voient le jour un peu partout en Méditerranée. Cependant, certains investissements s'avèrent non rentables et n'ont pas tous les effets escomptés sur le long terme.

Dans une troisième phase, dès les années 2040, ce modèle de développement basé sur une vision d'optimisation économique de court terme au détriment de la sauvegarde de l'environnement montre ces limites et ceci malgré les progrès enregistrés sur les plans socio-économiques.

Les dégradations environnementales, l'érosion de la biodiversité et l'augmentation des catastrophes environnementales mettent un coup d'arrêt à cette course à la croissance. La Méditerranée est alors plongée dans un cycle de récession économique et de crises multiples aux effets dévastateurs sur les conditions de vie des Méditerranéens et les écosystèmes.

3. Description du scénario

CONTEXTE EXTÉRIEUR

Dans un contexte de repli nationaliste mais aussi d'une mondialisation libérale mal régulée, les puissances mondiales se livrent à une guerre économique exacerbée pour assurer leur souveraineté face aux puissances rivales. Cependant, afin d'atténuer la récurrence des crises ou sécuriser leurs économies tout en préservant leurs spécificités sociales, politiques et culturelles, certains États s'associent pour former des partenariats au gré des opportunités à la fois économiques et géopolitiques, à l'instar des BRICS+.

Le monde s'organise alors autour d'une pluralité de zones d'influence (Chine, États Unis, etc.) et de pôles en concurrence. Dans ce contexte, **la Méditerranée est soumise à des forces centrifuges qui éloignent les différentes sous-régions de l'espace méditerranéen, et qui l'emportent sur les forces d'intégration intrarégionale.** Ce processus débouche sur l'éclatement de l'espace méditerranéen écartelé entre plusieurs espaces en partie élargis aux périphéries (monde turcophone, Moyen-Orient sunnite, Balkans, Europe du Nord et du Sud, etc.) menant des politiques de développement spécifiques et établissant entre elles des coopérations à la carte (énergie, éducation et formation, numérique).

Dans cette recomposition des alliances, basée en grande partie sur les intérêts économiques, les Routes de la soie jouent un rôle important avec un axe horizontal de coopération allant de la Chine à l'Afrique du Nord en passant par l'Asie centrale et le Moyen orient.

Les lobbies économiques, de leur côté, exercent une forte pression qui, couplée à l'inefficacité des mécanismes de régulation internationaux, entraîne une remise en cause indirecte des Conventions internationales et des normes écologiques, et un abandon de plus en plus prononcé des priorités liées à l'environnement, masqué par du greenwashing, sauf quand il génère du profit économique. Dans cette quête de la croissance économique, de nombreux pays prolongent l'utilisation des énergies fossiles, comme le gaz, notamment au Sud, dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques et un impératif de souveraineté énergétique. De plus, en l'absence totale de coordination internationale, la stabilisation du stock de CO₂ d'ici à la fin du siècle est hors d'atteinte dès lors le monde s'oriente vers un réchauffement supérieur à 2° C en 2050. La Méditerranée se réchauffant plus rapidement que d'autres régions du monde, on atteint +2,5° C en 2050.

GÉOPOLITIQUE ET GOUVERNANCE DE LA MÉDITERRANÉE

La Méditerranée est le théâtre de jeux d'alliances permanents, qu'ils soient stratégiques ou de circonstances, caractérisés notamment par l'intervention des nouvelles puissances émergentes (Chine, Inde, Arabie Saoudite, Iran, Qatar, Afrique du Sud, etc.). Ces relations basées essentiellement sur des logiques de puissances, et de dominations économiques se traduisent par une instabilité chronique et structurelle au niveau régional et fragmente la Méditerranée.

Les relations entre États méditerranéens sont basées sur des coopérations à géométrie variable, elles-mêmes conditionnées à une concurrence parfois féroce que se livrent ces pays pour attirer des capitaux étrangers et nouer des accords commerciaux avec les puissances émergentes, dont une majorité a rejoint la coalition des BRICS+.

Menacée par un risque majeur de déclin économique et démographique, l'Union européenne, sous le feu de tensions nationalistes internes, de revendications menées par des mouvements identitaires séparatistes, d'une montée des extrêmes qui distillent leurs idées et accèdent au pouvoir dans certains pays clés de l'Union et d'un refus croissant des contraintes écologiques, n'arrive plus à trouver de compromis stable et fait face à une crise politique sans précédent.

Risquant l'implosion et contrainte à un fonctionnement à plusieurs vitesses pour colmater les brèches et sauver les meubles, elle échoue dans sa tentative de se donner une voie de développement économique originale (à partir du Green Deal) et de devenir une puissance autonome au niveau mondial. En Méditerranée, elle poursuit cependant, autant que faire se peut, des politiques de voisinage essentiellement centrées autour de coopérations économiques bilatérales.

Dans un contexte géopolitique post-guerre d'Ukraine, qui a ouvert la boîte de Pandore à des velléités de revendications territoriales, et au délitement de mécanismes de sécurité collective, les jeux des puissances régionales et mondiales s'intensifient en Méditerranée et débouchent sur des tensions, et des conflits liés notamment à d'anciens litiges territoriaux non résolus.

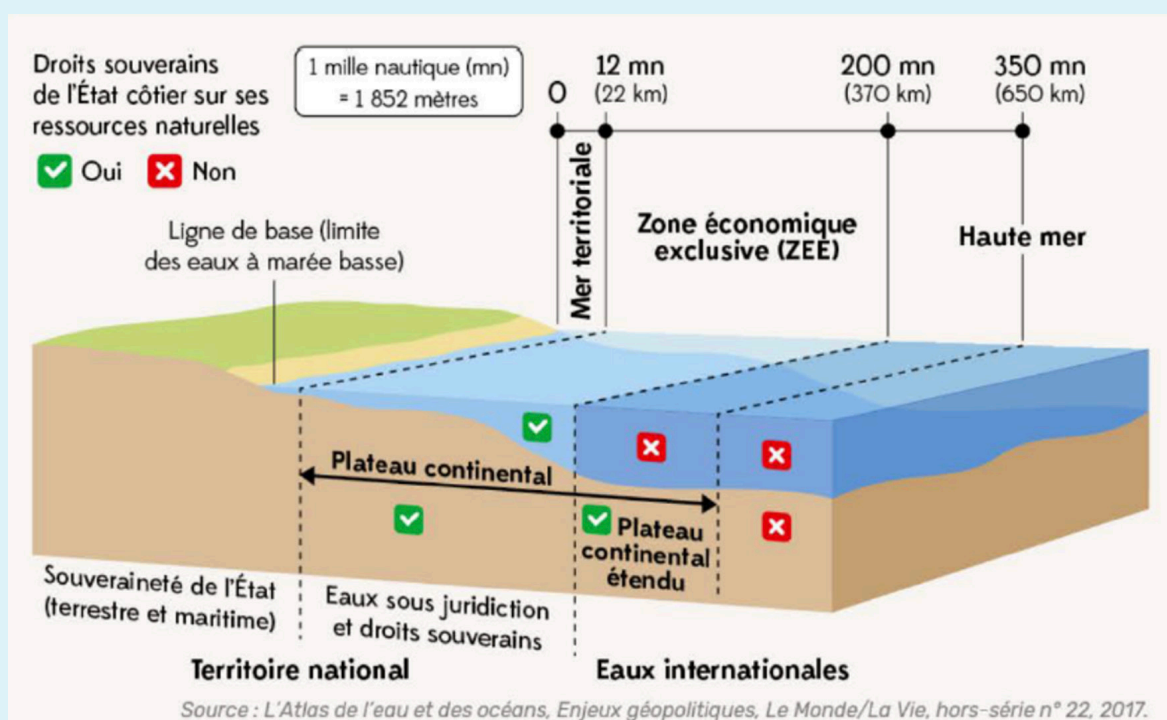
Les mécanismes de coopération existants sur la mer Méditerranée, tels que la Convention de Barcelone sont remis en cause. Il n'existe pas de mécanisme clair pour protéger et préserver la biodiversité au-delà des eaux territoriales, d'autant plus qu'il n'y a pas de ZEE stabilisées en Méditerranée (voir Encadré 20). Les efforts des organisations internationales sont inefficaces, à l'instar de l'EcAP⁵⁰ qui n'est plus appliquée, entraînant des pertes majeures de biodiversité et de ressources, exacerbées par le changement climatique.

⁵⁰ EcAp : L'approche écosystémique (EcAp) constitue une stratégie de gestion durable et intégrée des ressources (ressources vivantes, sols, eau, etc.) mise en œuvre par le PAM/PNUF pour atteindre le bon état écologique de la mer Méditerranée.

Encadré 20.

ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (ZEE) EN MÉDITERRANÉE

Les océans sont des enjeux géopolitiques majeurs. La question de l'accès aux ressources halieutiques, hydrocarbures mais aussi minérales (nodules polymétalliques), et du droit à circuler s'est particulièrement renforcée avec la mondialisation. Leur exploitation par les nations est encadrée par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) adoptée en 1982 à Montego Bay. Elle établit un système de zonage et définit notamment la Zone économique exclusive (ZEE), qui constitue un enjeu essentiel puisque l'État riverain y exerce jusqu'à 200 milles de la côte les droits exclusifs d'exploitation des ressources.



Dans la Méditerranée, comme il n'y a aucun point distant de plus de 200 milles des côtes, l'ensemble du bassin devrait être attribué aux États côtiers sur la base du droit international. En effet, la mer Méditerranée est couverte, dans sa totalité, par les plateaux continentaux nationaux : il n'est donc pas nécessaire pour les États côtiers de revendiquer leur ZEE car la zone en question leur appartient automatiquement. Cependant, en raison de difficultés dans les relations bilatérales, dans de nombreux cas, il y a des désaccords sur les délimitations de ces plateaux continentaux ; et, souvent, les délimitations convenues sont contestées par des pays tiers (ex : en Méditerranée orientale). Concernant la colonne d'eau, la situation est différente car les ZEE n'existent que sur déclaration des États côtiers. Dans la Méditerranée, les États côtiers se sont abstenus de déclarer les ZEE étant donné leur proximité avec les États voisins et la complexité de la délimitation.

Depuis la fin du 20^{ème} siècle, la tendance au sein des États côtiers méditerranéens a été de déclarer une juridiction étendue au-delà des eaux territoriales à travers des ZEE sans délimitation ou de déclarer des zones de pêche ou d'environnement marin. Derrière ces déclarations, il y a le sujet sensible de l'exploration et de l'exploitation du pétrole et du gaz offshore, ainsi que de la potentielle extraction minière en eau profonde. En raison de l'absence de délimitations convenues, il existe plusieurs « zones grises ». Cependant, ceci n'empêche pas les États de mettre en œuvre leurs politiques et de s'accorder sur des mesures provisoires de gestion commune. À partir de ces différentes négociations, la proportion de haute mer dans la Méditerranée a diminué, passant de près de 70 % à environ 30 % au cours des 30 dernières années.

Ainsi, compte tenu de cette situation, la gouvernance de la Méditerranée est excessivement complexe et afin d'établir un bon processus de gouvernance, la coopération entre les États est d'une importance capitale.

DÉMOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

En 2050, la population méditerranéenne avoisine 689 M d'habitants, soit une hausse de 32 % par rapport à 2020. L'écart démographique est cependant contrasté en fonction des sous-régions méditerranéennes, avec une augmentation très importante au Sud (+57 %) et à l'Est (+41 %) et une relative stagnation au Nord (+2 %).

Sous la poussée des nationalismes, les flux migratoires sont strictement contrôlés et limités aux besoins économiques ou démographiques fonctionnels, notamment grâce à l'instauration de quotas pour la mobilité de travail dans la plupart des pays du Nord de la Méditerranée.

Les politiques de forte croissance au Sud et à l'Est permettent cependant de contenir les besoins de déplacement grâce à la création d'emplois et à la nécessité d'éviter l'exode des cerveaux. Malgré tout cela, on assiste à une certaine explosion des migrations irrégulières, conséquence du réchauffement climatique, qui se fait de plus en plus ressentir sur le continent africain et sur les rives sud et est de la Méditerranée, et de la recrudescence de conflits territoriaux localisés.

Les villes, qui absorbent ces flux de populations migrantes d'origine étrangère et un exode rural massif dans un bassin méditerranéen atomisé, se sont transformées, sur une part importante de leurs territoires, en villes-territoire financiarisées soumises à des logiques néolibérales ou rentières de spéculation immobilière et de transit, sous la coupe de réseaux financiers privés puissants.

Dans ces villes globales et uniformisées où une petite partie de la population capte les revenus, l'augmentation des inégalités se traduit territorialement par une ségrégation entre ville-centre, banlieue proche et périphéries lointaines. Les villes du Sud de la Méditerranée ne sont pas en reste, avec une accélération de la transition urbaine et des taux d'urbanisation et de métropolisation comparables à ceux du Nord. Les plus grandes d'entre elles connaissent des croissances considérables, pouvant aller jusqu'à 50 millions d'habitants.

À l'image des villes, le littoral désormais presque totalement artificialisé, dont certaines enclaves protégées sont réservées à une élite, subit de fortes pressions d'occupation de l'espace avec la poursuite chaotique du développement d'activités et d'infrastructures, autour notamment de grands projets touristiques, industriels, énergétiques ou immobiliers : constructions de ports de plaisance ou pour la croisière, résidences secondaires, immobilier touristique, hôtels, parcs d'attraction, éolien offshore, etc.

Face aux lobbies liés à la financiarisation de l'aménagement du territoire et à la prévalence d'organisations de type mafieux, les réglementations de planification pour préserver la durabilité du littoral ne sont tout simplement pas appliquées. Le trait de côte subit un recul important, notamment parce que le protocole GIZC de la Convention de Barcelone, les règles qu'il institue et son esprit ne sont pas mis en œuvre.

Les risques environnementaux élevés, liés en particulier au changement climatique, sont gérés grâce aux technologies

et par des apports d'investissements privés massifs dans de grandes infrastructures coûteuses (ex : digues, usines de désalinisation, etc.), dans les régions qui en ont la capacité. Les territoires des pays qui n'ont pas pu s'adapter à cette montée des eaux sont tout simplement abandonnés, les habitants de ces zones venant grossir la population des grandes villes et le flot des migrations climatiques.

ÉCONOMIE ET POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

L'économie joue naturellement un rôle central dans ce scénario. Cela s'explique d'abord par le contexte international dans lequel le système économique mondial n'a pas entrepris de changement de paradigme majeur et considère toujours la croissance économique et l'accumulation des richesses comme un objectif ultime à poursuivre.

Malgré la récurrence des crises, cet impératif reste incontournable à l'échelle mondiale, et en particulier dans les pays en développement, après les échecs des négociations sur le climat et les promesses non tenues de financer l'adaptation aux effets du changement climatique des pays les plus pauvres.

Cette priorité donnée à l'économie se justifie d'abord - notamment dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée - par la nécessité de faire face aux besoins immédiats de développement et de création d'emplois - dans un contexte de forte hausse de la population, et d'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail.

Il s'agit aussi de faire face aux risques de marginalisation



© Perszinger1982

économique et de perte de compétitivité de l'économie méditerranéenne – y compris au Nord – et de retrouver au niveau des différents États une souveraineté économique perdue dans les décennies précédentes.

Faute de modèle alternatif à l'économie de marché, la croissance économique à tout prix, basée sur la maximisation immédiate des gains et des opportunités tous azimuts, s'impose en Méditerranée. Impulsée par de grands acteurs économiques (États, multinationales, entreprises privées, grandes banques privées et publiques...), elle se traduit au niveau des territoires par la prolifération d'activités peu régulées, souvent informelles, avec un développement de l'auto-entrepreneuriat, de l'ubérisation des emplois et des marchés parallèles.

Tout est fait parallèlement pour attirer les capitaux internationaux, même si cela doit passer par des baisses fiscales et une large ouverture des possibilités pour les firmes extérieures d'exploiter les ressources locales. Les Routes de la Soie, projet pharaonique de la Chine dans les années 2020, ont ouvert la voie vers la conquête de nouveaux marchés en Afrique et au Moyen Orient, et attisé une compétition entre puissances économiques pour l'accaparement des ressources.

L'économie, dans les différentes régions de la Méditerranée, reste en grande partie basée sur l'exploitation des rentes – tourisme, immobilier, ressources pétrolières et minières (phosphate...), certaines spécialisations agricoles – ou sur la valorisation d'activités traditionnelles (transports maritimes, artisanat, etc.). Mais chaque pays développe conjointement des stratégies proactives et spécifiques de diversification et de protection ciblée de son économie en portant attention à toutes les opportunités de nouveaux marchés, y compris dans le numérique ou l'énergie, avec une spécialisation en fonction des avantages comparatifs (coût du travail, ressources, géographie et climat, infrastructures, diasporas, qualité de vie, etc.).

Le développement est centré sur les exportations liées à ces rentes, sur la construction d'infrastructures, et la valorisation de niches dans le secteur des nouvelles technologies (solaire, hydrogène, plateformes numériques, etc.). Il s'agit principalement d'économies d'archipels avec de fortes inégalités territoriales.

Ce recentrage sur les avantages comparatifs se produit également dans le domaine agricole avec le développement de l'agriculture d'exportation et une confiance dans le marché mondial pour subvenir aux besoins alimentaires.

Le secteur industriel, notamment de pointe (chimie, pharmaceutique, aéronautique, armement), reste essentiel pour le développement économique des pays du Nord de la Méditerranée. Cependant, ce secteur a subi de fortes restructurations – dont certaines ont favorisé un rééquilibrage de la croissance industrielle entre Nord et Sud. En effet, certains pans de l'industrie manufacturière très intensifs en emplois, devenus non rentables et moins porteurs sur la rive nord sont délaissés ou délocalisés, comme la construction de voitures à moteur thermique transférées massivement dans le sud de la Méditerranée, après l'interdiction de leur vente dans l'UE en 2035. **En**

outre, au Nord comme au Sud, faute de marges de manœuvre financière et de coopération, les stratégies de réindustrialisation et d'investissements dans de nouveaux secteurs comme le numérique ou certaines énergies, n'atteignent que partiellement leurs objectifs.

Les pays méditerranéens sont en forte concurrence pour nouer des partenariats économiques, ce qui conduit à une forte instabilité et parfois à des conflits sur les ressources, y compris sur l'eau qui est devenue une ressource rare. Les pays et grandes villes avec un fort potentiel économique et une relative stabilité, notamment dans les PSEM, attirent les capitaux et profitent de la croissance. Leurs classes moyennes enrichies alimentent le développement de nouvelles formes de consommation – et donc, de nouvelles activités qui contribuent à augmenter l'empreinte écologique de ces sociétés/pays.

Les autres territoires sont marginalisés et s'enfoncent dans la pauvreté. Plongés dans un marasme économique, ils subissent des crises alimentaires sévères touchant les franges les plus vulnérables. Des révoltes éclatent, qui nourrissent les extrêmes et ont des répercussions très fortes sur la stabilité politique interne allant parfois jusqu'à la guerre civile. Ces pays ou régions à l'abandon vivent sous perfusion humanitaire pour subvenir aux besoins primaires de leurs populations (nourriture, soins, eau potable, etc.).

En l'absence de régulation du marché par les États, et du manque de coopération pour instaurer des indicateurs communs de durabilité et de lutte contre le gaspillage, la production de biens et denrées ne respecte pas



© nietubiekdonu

l'environnement et continue à produire beaucoup de déchets qui viennent alimenter un marché du recyclage, générateur de profit économique. On assiste dans certains pays à un regain de l'industrie extractive (hydrocarbures, matériaux rares...).

La mise en place des projets éoliens offshore, d'activités de dessalement et d'exploitation minière et gazière dans les fonds marins dans les pays de l'UE et les rives nord de la Méditerranée est importante mais plus disparate dans la région sud des pays méridionaux avec quelques grands investissements dans les secteurs des énergies renouvelables.

Les hydrocarbures représentent encore 70 % du mix énergétique, malgré une transition énergétique amorcée au Nord avec un accroissement de la part des énergies renouvelables et du nucléaire. Les besoins en énergie primaire augmentent avec un doublement en proportion côté sud en l'espace de 30 ans.

Le secteur des énergies renouvelables (solaire, éolien...) se développe pour atteindre 17 % de la demande totale en énergie en 2050. Prenant appui sur les restructurations liées à la guerre en Ukraine, les pays du Sud et Est poursuivent l'exploration du pétrole et du gaz avec un verrouillage carbone important de la part des producteurs d'hydrocarbures.

Certains pays dont les économies sont liées aux ressources fossiles jouent d'opportunisme en misant sur les deux tableaux, exportant des hydrocarbures vers les pays africains dont la demande a fortement crû, et de l'énergie solaire vers des pays du Nord avancés dans la décarbonation de leurs économies.

Les opportunités de financement verts se sont fortement élargies mais leur accessibilité est fonction de la rentabilité des projets, de l'attractivité des pays ou régions, et des problèmes d'environnement concernés.

Les grands projets rentables sont privilégiés. En conséquence, il y a de fortes disparités géographiques en fonction de la stabilité des pays, de la géopolitique, et des systèmes de garantie et d'assurance.

Le développement de l'économie bleue durable reste inégal et globalement lent, en raison du manque de coopération et de coordination sur les grands enjeux collectifs comme la décarbonation de l'économie – y compris des transports maritimes. Il se limite aux activités susceptibles de générer des gains économiques immédiats (exploitation de ressources marines, transport maritime, certains pans du secteur touristique, etc.).

Dans un contexte de compétition généralisée entre pays méditerranéens, les réseaux de ports sont mis en concurrence dans la course au trafic international de transbordement. La Chine, avec sa politique d'influence en appui au développement économique des Routes de la Soie, prend le contrôle d'un nombre croissant de

ports stratégiques méditerranéens afin de valoriser ses productions et ses services ; ces ports tirent profit de ce climat d'investissements compétitifs entre grandes puissances.

Après une période de fort soutien aux activités de pêche dans les années 2020-2030, celle-ci subit un déclin rapide et est remplacée par l'aquaculture. Le réchauffement de la mer, la pollution et la surpêche, conséquences de la dérégulation des normes et des systèmes de surveillance, ont eu raison des efforts entrepris depuis les années 2010 pour une gestion concertée et adaptée à chaque type de pêche.

Faute de coordination entre les États dont certains font preuve de laxisme et malgré des systèmes de surveillance de plus en plus perfectionnés, la pêche illicite non déclarée et non réglementée atteint des niveaux records (35 %). Face à ce manque de gouvernance, les incursions de pêcheurs dans les aires marines protégées, qui ont de plus en plus de difficulté à maintenir des écosystèmes sains, deviennent monnaie courante.

Malgré de multiples contraintes (tensions croissantes sur les disponibilités en eau douce, pollutions diverses, conflits d'usage dans une zone côtière déjà très convoitée), l'aquaculture tire son épingle du jeu (5 Mt contre 3 Mt en 2021) et poursuit son développement, mais de manière plus opportuniste que planifiée.

À partir de 2030, dans un climat d'insécurité des apports de produits aquatiques et de défiance croissante des consommateurs suscitée par des scandales à répétition, liés notamment à la pollution et à l'alimentation des poissons, le marché se transforme de manière drastique.

Les produits de la mer sont remplacés progressivement par des « faux poissons » reconstitués à partir de composants divers et de molécules issues des biotechnologies, à forte valeur ajoutée, fabriqués par l'industrie agroalimentaire qui a trouvé un nouveau filon prometteur dans la SeafoodTech.

Après l'effondrement lié à la crise du COVID, tous les pays se sont à nouveau réinvestis dans le tourisme d'abord au Nord, puis progressivement dans le Sud, avec des efforts importants faits par ces derniers pour augmenter la sécurité des déplacements et des séjours.

Après 2030-2035, les conditions climatiques moins favorables et la pollution risquant de détourner une partie des touristes de certaines destinations méditerranéennes, les opérateurs et grands groupes privés procèdent à des investissements massifs pour rendre certains sites plus attractifs. Ils adaptent l'offre vers des loisirs intégrant de multiples activités et animations sophistiquées, en créant des sites et des villes nouvelles censées reproduire les périodes fastueuses de l'histoire et des civilisations méditerranéennes⁵¹.

Ce concept de spots « Famous MED Tour » associe les compagnies de croisière qui proposent la visite de ces sites lors d'escales organisées. Les grands groupes hôteliers

⁵¹ Les sites imitent Louxor au temps de Ramsès II ; l'Athènes de Périclès ; Rome sous l'Empire d'Auguste ; Pompéi avant l'éruption ; Damas au temps des Omeyyades ; Rome, Florence et Venise sous la Renaissance ; Istanbul des sultans ottomans ; etc. Ils tirent aussi leur inspiration des écosystèmes méditerranéens, des terroirs ruraux traditionnels, des champs de bataille renommés (Troie, Thermopyles...).

diversifient également leur offre en l'adaptant à une clientèle plus aisée en basse saison. Ils privatisent à tour de bras les enclaves préservées du littoral et opèrent des extensions des emprises sur la mer à grands renforts d'équipements. De nouvelles technologies sont également développées et contribuent à préserver des zones de baignade pour ces touristes haut de gamme, avec des robots nettoyeurs de la mer de très haute précision, captant déchets plastiques et espèces envahissantes comme les algues toxiques et les méduses dont le nombre a augmenté de manière exponentielle. Ainsi, quand cela permet un gain de profit dans le secteur touristique, certains investissements améliorent la qualité de l'environnement terrestre et marins, même si certaines solutions de maladaptation sont aussi mises en place. Certaines plages en vogue sont par exemple équipées de rafraîchisseurs d'air munis de capteurs solaires, créant un écran d'ondes invisibles en forme de dôme, protégeant des UV et diffusant un air climatisé.

Enfin, afin de garantir la survie du secteur touristique et notamment du tourisme de masse, de nombreux pays finissent par plier sous la pression de lobbies du secteur touristique, et adaptent les périodes de vacances scolaires à la hausse des températures.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

La recherche et l'innovation sont les principaux moteurs de la croissance dans le secteur industriel et technologique pour le développement de procédés dans le domaine civil et militaire à fort potentiel économique rapidement exploitables sur le marché.

La recherche et le développement dans les technologies émergentes donnent lieu à l'échelle mondiale à des avancées notamment dans l'informatique quantique, l'intelligence artificielle et les biotechnologies. Mais compte tenu des retards pris en matière de recherche et du manque de coopération qui caractérise ce scénario, les différents pays n'ont pas la capacité d'investir tous ces champs à la fois et doivent choisir leur « créneau » en fonction de leurs besoins économiques directs.

Prises dans une compétition globalisée et souvent confrontées à une baisse des dépenses publiques pour la recherche et l'innovation dans leurs pays, les universités méditerranéennes sont de plus en plus amenées à développer des partenariats avec les acteurs privés et industriels qui s'inscrivent dans des pôles de compétitivité et de clusters spécialisés.

Ces réseaux d'universités et de pôles d'activités ciblées sur les technosciences se tissent en fonction de partenariats économiques et des spécialisations nationales. Ces collaborations sont appuyées par les États qui facilitent ces accords en développant notamment des politiques douanières protectrices et des mesures fiscales favorables. La création de nouvelles start-up, y compris dans certaines cleantech, se multiplie grâce à des mécanismes boursiers de soutien à l'innovation. Les investissements publics de recherche, notamment dans les pays du Nord méditerranéen, se focalisent sur les besoins locaux non couverts par la recherche privée.

Les technologies numériques font l'objet d'une compé-

tition acharnée au niveau mondial, avec une montée en puissance de la Chine et de l'Inde qui vient concurrencer le monopole des États Unis dans ce domaine : ces pays nouent des partenariats avec des universités méditerranéennes qui se spécialisent dans la high-tech et la digitalisation et leur adaptation aux marchés locaux. Mais malgré leur stratégie de puissance, aucun pays de la région n'a seul la capacité d'imposer ses normes à ces géants économiques.

Le capitalisme de surveillance est à son paroxysme, avec la marchandisation des données personnelles.

Le développement de l'économie numérique se fait au détriment des libertés dans nombre d'États méditerranéens, allant parfois jusqu'à la mise en place de systèmes de surveillance massive de la population dans certains pays (généralisation de la vidéosurveillance, police équipée de drones miniatures avec reconnaissance faciale qui patrouillent dans les rues, etc.). Il se fait également au détriment de la sécurité avec une explosion des cyberattaques et de la cybercriminalité.

Les systèmes d'observation et de surveillance marins, devenus très performants, développés tout d'abord dans un souci de connaissance des écosystèmes marins (exemple des jumeaux numériques), se révèlent à double tranchant dans la durée : utilisés à des fins commerciales, ils contribuent aux pressions sur les espèces et les écosystèmes. Les connaissances acquises permettent une exploitation intensive des fonds marins au service des industries extractives et des biotechnologies pour la recherche de nouvelles molécules bénéficiant aux industries pharmaceutiques et cosmétologiques notamment.

SOCIÉTÉS

La croissance recherchée a eu les effets positifs escomptés, notamment en termes d'emplois. Les taux de chômage connaissent une baisse substantielle avec cependant des disparités selon les pays, eu égard à leurs résultats économiques et aux réformes entreprises notamment dans le secteur de l'éducation et de la formation.

Des écarts importants existent aussi entre régions au sein d'un même pays, en raison des politiques de redistribution et des systèmes de solidarités organisés par les États. Ces inégalités persistent car soucieux d'attirer les investissements étrangers, les États appliquent des taxations favorables aux grandes entreprises et au capital, et peu d'États mettent en place dans un premier temps des politiques volontaristes et ambitieuses en termes de redistribution des richesses.

Dans les pays où l'État joue un rôle mineur dans la solidarité collective, les collectivités locales et/ou les associations caritatives prennent le relai pour colmater les brèches de la fracture sociale. La croissance a permis assez mécaniquement le développement d'une classe moyenne dans le Sud et l'Est de la Méditerranée, qui favorise la consommation des biens et services, contribuant ainsi au développement du marché domestique. Avec la poursuite de la croissance, l'emploi informel diminue peu à peu, permettant le développement de ressources fiscales et un meilleur équilibre entre défiscalisation du capital et



© FatCamera

financement de services publics.

Bénéficiant de l'embellie dans le marché du travail, les jeunes et les femmes sont les principaux bénéficiaires de l'amélioration à l'accès à l'emploi, notamment dans les villes. Les besoins en éducation et formation financés par des fonds publics/privés permettent un alignement progressif des programmes d'enseignement et de formations avec les besoins du marché du travail et des employeurs.

Les jeunes du Sud et de l'Est optent pour une migration de travail vers le Nord pour combler les besoins dans les secteurs des services à la personne, de la santé, du tourisme ou des nouvelles technologies, mais ils sont moins nombreux à faire ce choix que dans les décennies précédentes entre 1990 et 2030. Malgré cette amélioration des opportunités d'emploi, la jeune génération fait pourtant le choix de ne pas s'impliquer dans les sphères sociales et politiques, creusant ainsi le fossé entre les générations. Ce retrait des affaires publiques constitue une forme de démission d'ampleur planétaire d'une génération « no future », face à l'abandon par la plupart des États de la lutte contre le changement climatique et les choix environnementaux non durables. Pour fuir la réalité d'une société qu'elle estime corrompue, cette jeunesse en mal d'espoir crée des communautés nouvelles en se réfugiant dans les univers virtuels des métavers.

Le statut social des femmes a connu des évolutions importantes, particulièrement dans les PSEM avec l'augmentation de leur accès à l'emploi (+ de 25 % de taux d'emploi des femmes) et induit des changements dans les structures familiales. Ces évolutions ne se font cependant pas sans heurts avec le modèle patriarcal dominant qui

reste très prégnant dans les sociétés méditerranéennes. Leurs secteurs d'activités, tout en demeurant encore assez spécifiques et traditionnels dans les domaines du « care » où elles jouent un rôle essentiel dans les sociétés vieillissantes, l'éducation ou les services publics, enregistrent des avancées certaines dans les secteurs scientifiques et technologiques, l'entrepreneuriat et le commerce.

L'emploi des femmes dans le numérique se développe dans les pays du Sud de la Méditerranée, grâce à l'investissement dans l'éducation et la formation, qui sont de plus en plus en ligne avec les évolutions du marché de l'emploi. Au Nord, comme au Sud et à l'Est, les écarts de salaires restent significatifs entre hommes et femmes dans un grand nombre de secteurs d'activités. De manière générale, le discours sur l'égalité des genres, après des avancées dans les années 2020-2030, a subi une stagnation suite au brouillage des messages féministes et à leur récupération par des mouvements nationalistes et identitaires.

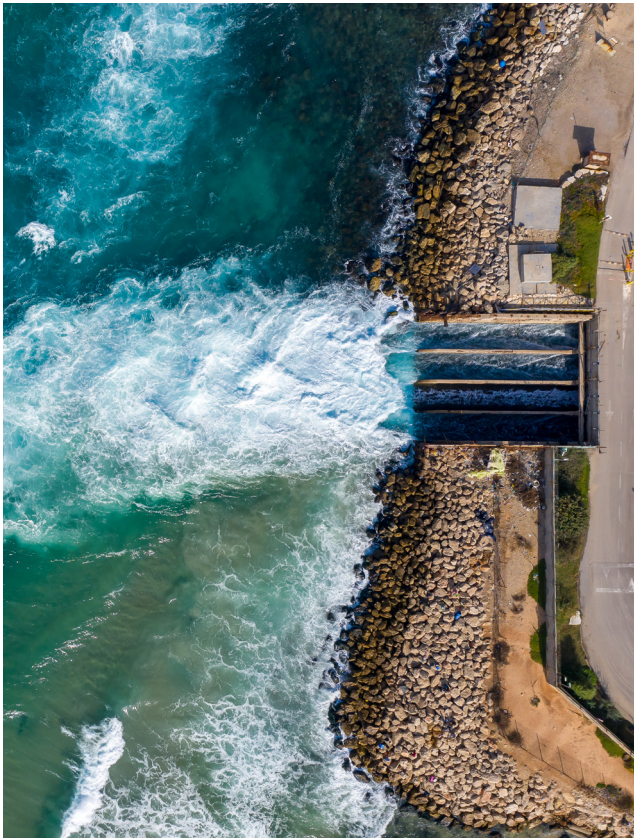
La croissance à tout prix n'a pas permis de gommer les tensions sociales suscitées par la modernité dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Le modèle occidental suscite toujours autant de crispations, et parfois de rejet, avec un éclatement socio-culturel autour des élites occidentalisées intégrées dans la mondialisation, des classes moyennes dans un entre-deux fait de bricolage identitaire, et le reste de la population majoritairement attachée aux valeurs traditionnelles avec un fort maintien de la religiosité qui structure son mode de vie.

Au Nord, les valeurs individualistes et hédonistes priment : elles s'accompagnent d'un recul des valeurs écologiques et d'un refus croissant des régulations environnementales. Dans un contexte de forte montée des populismes et de la xénophobie, l'hostilité à toute immigration augmente, et freine les coopérations et les échanges culturels entre pays. Ces aspirations identitaires maintiennent les clivages culturels et religieux entre les pays de la Méditerranée.

Dans l'ensemble du bassin méditerranéen, le monde rural traditionnel se trouve marginalisé et sinistré avec un abandon progressif de ses structures sociales, de sa culture et de ses pratiques. Face au changement climatique, au stress hydrique et à la dégradation des sols et à leur corollaire : l'insécurité alimentaire, l'exode rural est massif au Sud et à l'Est de la Méditerranée.

GOUVERNANCE

À l'échelle méditerranéenne, la gouvernance est marquée par la détérioration de la coordination des politiques dans les pays et entre les pays dans un contexte de différences croissantes entre les régions et les pays de chaque zone méditerranéenne. On assiste paradoxalement à un recul démocratique global sur l'ensemble du pourtour méditerranéen, car l'emploi et la sécurité sont les aspirations principales des sociétés, au détriment parfois de la liberté. En Europe, des partis populistes et nationalistes arrivent occasionnellement au pouvoir. Les contestations écologistes et anticroissance régressent face à un autoritarisme larvé et aux bénéfices de la croissance maintenant le mythe d'une société d'abondance. Une partie des pouvoirs est



déléguée au secteur privé et aux experts qui s'appuient sur les outils d'évaluation économique.

Fort de ce constat, dans l'Est et le Sud de la Méditerranée, le modèle démocratique ne représente plus la panacée. Revenus des Printemps arabes qui n'ont apporté qu'un lot de désillusions et l'effondrement des services publics, et sans soutien de l'Europe, ces pays, dans une course à la croissance à outrance, se tournent vers le modèle politique chinois plutôt qu'européen, basé sur la soumission à l'ordre et la privation des libertés. Les libertés sont donc restreintes et l'information est mise sous tutelle. La désinformation sur les médias en ligne, utilisant des mécanismes d'intelligence artificielle pour élaborer et diffuser l'information, les rend très peu fiables.

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme ou de complot contre l'État, certains États développent des systèmes de surveillance très perfectionnés, « moukhabarat à l'heure numérique », qui contrôlent les populations jusque dans leurs sphères privées. Malgré cette tendance à l'autoritarisme, la société civile, dont le rôle est controversé et hétérogène selon les pays, arrive à se faire entendre notamment à travers les réseaux sociaux, mais de manière souvent confuse avec de nombreux groupes de pression dont les objectifs et la représentativité sont souvent peu clairs. Ces controverses permanentes affaiblissent la crédibilité de leurs positions.

Une des conséquences de l'affaiblissement du débat démocratique est la difficulté de trouver des compromis acceptables sur l'utilisation des fruits de la croissance – la fiscalité sur les personnes et les entreprises, l'affectation des budgets, le niveau de redistribution sociale et de

décentralisation, les choix de priorité, etc. Dans un contexte d'affaiblissement du politique, l'opacité, le poids des groupes d'intérêt et des clientèles et les logiques d'offre prennent encore plus le pas sur la transparence et la juste confrontation des demandes et urgences sociales.

ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARIN

Même si la conscience des problèmes d'environnement et du changement climatique n'a pas disparu en Europe, les mesures à prendre dans ces domaines n'y sont plus une priorité sauf quand ils représentent une opportunité économique.

Les « fins de mois » passent de plus en plus avant « la fin du monde » – et dans un contexte d'inflation et de crise larvée, chacun a désormais le sentiment que les efforts à faire pour mener la transition écologique nécessaire sont socialement et économiquement trop importants pour une efficacité qui n'est pas garantie.

Les ambitions européennes dans les politiques d'atténuation sont fortement revues à la baisse, d'autant que les résultats passés se sont révélés très décevants – dans la mesure où les pays voisins, faute de coopération soutenue, n'ont pas pris de mesures sérieuses pour diminuer leurs émissions de GES respectives. Le rythme de réduction est aligné sur les investissements qu'acceptent de faire les acteurs privés.

L'Union européenne, fragilisée également par la concurrence internationale et par la montée du populisme et du nationalisme, se trouve donc dans l'incapacité de piloter véritablement les politiques environnementales aux niveaux communautaire et régional. Cette situation se conjugue à la poursuite d'objectifs de stratégies de croissance économique et à une pression très forte des lobbies économiques qui ont pour conséquences une remise en cause de certaines conventions internationales ou normes écologiques et un abandon de la priorité liée à l'environnement.

Dans les parties sud et est de la Méditerranée, l'arbitrage entre croissance et environnement (ou lutte contre le changement climatique) est encore plus défavorable au second. L'argument est que la responsabilité incombe aux anciens pays développés et que les marges de manœuvre ne permettent pas de faire des efforts importants.

Seules sont prises en compte les conséquences économiques que le changement climatique pourrait provoquer – par exemple sur les exploitations agricoles (développement de cultures plus résilientes aux changements environnementaux, agriculture de précision aidée par des technologies numériques, OGM) – ou les risques absolument majeurs pour certaines populations ou écosystèmes.

Pour répondre aux besoins des populations urbaines dont les exigences en matière de conditions de vie se sont élevées avec la croissance, les capacités locales en matière d'épuration ou de traitement de déchets sont certes sensiblement accrues dans les pays du Sud à la fin de la période, mais leur impact reste limité à cette échelle. Il n'y a pas de recul officiel dans les législations ou les engagements, mais les uns et les autres ne sont pas appliqués.

Dans ces conditions, la biodiversité et les écosystèmes marins subissent une transformation structurelle en raison de ruptures massives (perte et dégradation des habitats, pollution, déchets et eutrophication), conséquences des changements climatiques et des activités anthropiques liées notamment à une cadastralisation de la mer et à l'exploitation minière intensive des fonds marins, au dessalement, à la production d'énergie offshore et aux activités d'exploration de gaz et de pétrole. La présence d'espèces non indigènes a augmenté de manière significative tandis que la présence d'espèces autochtones et d'autres espèces vulnérables ont diminué (plus de 5 000 espèces). **La plupart des réserves sont intégralement exploitées ou surexploitées et les stocks halieutiques sont fortement impactés (au-delà de 90 % des stocks halieutiques sont surexploités). Faute de moyens et d'un intérêt suffisant, les aires marines protégées ne sont pas gérées efficacement et les mesures visant à préserver les espèces ne sont ni effectives, ni efficaces.**

Comme pour la mer, la conservation de la biodiversité terrestre n'est pas une priorité face aux enjeux économiques, sauf dans quelques enclaves protégées. Les ressources sont exploitées de manière intensive pour alimenter le marché en biens de consommation.

Les espaces forestiers sont en nette diminution : l'augmentation du stress thermique et des sécheresses limite la croissance des forêts, affaiblissant les arbres, augmentant leur dépérissement et les rendant plus vulnérables aux parasites et aux agents pathogènes. Les méga-feux, liés notamment aux longues périodes de sécheresse, augmentent dans toute la région et sans coopération régionale, et en l'absence de moyens dans certains pays pour y faire face, ils durent des semaines, faisant des dégâts inestimables et menaçant parfois des villes entières.

Malgré des investissements très importants dans le dessalement, les infrastructures de transfert d'eau et l'irrigation de terres agricoles, le stress hydrique touche la totalité des pays méditerranéens. Cette ressource rare est devenue un enjeu crucial. Elle est source de conflits, avec des guerres de l'eau au sein des États et entre États voisins, notamment à cause de la multiplication des grands barrages qui ont aussi pour conséquence des changements dans les écosystèmes sous-régionaux.

À partir des années 2040, les conséquences de la destruction de la biodiversité, de l'artificialisation des sols et des paysages et des pressions sur la ressource en eau se révèlent être dramatiques, entraînant une baisse de la productivité agricole, une augmentation des catastrophes naturelles (déforestation et glissement de terrain) et l'apparition de maladies zoonotiques.

De manière générale, les écosystèmes, moins divers, perdent en stabilité et sont de plus en plus vulnérables aux changements environnementaux, parfois jusqu'à leur effondrement. Ainsi, à l'aune de 2050, l'environnement de la Méditerranée est fortement dégradé, ayant déjà subi des modifications irréversibles qui ont des effets délétères sur l'ensemble des pays méditerranéens qui doivent alors décréter des mesures d'adaptation en urgence.

4. Évaluation

Ce scénario peut paraître peu réaliste dans le contexte écologique actuel. Cependant, la recherche d'une croissance forte, même à tout prix, reste objectivement une priorité politique très importante, à l'évidence dans les pays du Sud, mais aussi dans les pays du Nord, ce qui fait que ce scénario reste tout à fait plausible.

Cette plausibilité repose aussi sur la perception de signaux faibles qui peuvent faire pencher la balance de l'équilibre actuel sur les 30 prochaines années, en particulier concernant la gouvernance internationale et la place de l'Union européenne face à ses enjeux de cohérence interne. Les États des BRICS+ peuvent venir combler le manque de gouvernance internationale, en donnant une direction plus économique que politique, et surtout par un capitalisme décomplexé, peu sensible à l'environnement ou au climat et faisant fi de la nature des régimes politiques en place pour nouer des contrats. La réussite de ces pays pourrait également inspirer et donner un modèle de développement « sur mesure » à certains États méditerranéens.

Cependant, ce scénario montre ses limites, car il est basé essentiellement sur l'exploitation des ressources et ne tient pas compte de l'environnement, sinon dans une logique économique de court terme, et des conséquences de l'épuisement des ressources et des capacités de charge des écosystèmes. **Dans ce scénario, la Méditerranée n'a pas résolu les contradictions entre développement économique et préservation des ressources critiques telles que l'eau et les sols.** Le chemin de la croissance à tout prix qu'elle a emprunté s'avère conduire à une impasse. En effet, après une période d'embellie économique, les effets boomerang liés à la destruction de l'environnement viennent rappeler que les externalités de la croissance économique à tout prix s'avèrent lourdes de conséquences et intenable au long cours.